L'État appelé au secours de Gandrange

SIDÉRURGIE

Divisés sur les scénarios pour l'usine Arcelor-Mittal de Gandrange, les syndicats en appellent au gouvernement pour infléchir Lakshmi Mittal.

Après la CGT la semaine dernière, c'est au tour de la CFDT, associée à la CFE-CGC, de présenter son « projet alternatif » à la fermeture partielle de l'aciérie de Gandrange prévue par Arcelor-Mittal. La CFDT, qui privilégie un main-

tien du site au sein du numéro un mondial de l'acier, va dévoiler aujourd'hui devant le comité d'entreprise un plan industriel. Ce projet repose sur : un rééquilibrage du carnet de commandes entre aciers spéciaux à forte valeur ajoutée et aciers destinés à des débouchés en croissance, comme le marché de la construction sur lequel Gandrange est absente ; un plan de formation autour du tutorat ; des investissements industriels représentant environ 40 millions d'euros.

« Moins que les 55 millions d'euros que la direction envisage de consacrer à la fermeture », souligne Édouard Martin, CFDT. Ce plan prévoit un retour à l'équilibre pour 2009.

De son côté, la CGT, qui estime nécessaire la construction d'un nouveau

four, pour plus de 150 millions d'euros, mise plutôt sur un repreneur pour assurer la pérennité du site. Selon elle, les candidats sont nombreux : Romain Zaleski, qui vient de quitter le conseil d'administration d'Arcelor-Mittal, Corus (groupe Tata Steel) et Ascométal (détenu par le russe Severstal) présents tous les deux à côté de Gandrange, ou encore l'allemand Saarstahl, concurrent direct du site lorrain.

SUPPRESSION DE 595 EMPLOIS

Reste à savoir ce qui pourrait amener Lakshmi Mittal à changer d'avis. Son projet de fermeture partielle de Gandrange, qui entraîne la suppression de 595 emplois (sur 1.110), repose sur un redéploiement sur des sites lor-

rains, luxembourgeois et allemands du groupe, avec des économies substantielles à la clé. Quant à vendre, « cela n'aurait aucun sens, indique-t-on chez Arcelor-Mittal, d'autant qu'aucune offre n'est sur la table ».

C'est pourquoi la CFDT comme la CGT misent sur le soutien de l'État. Avant la décision d'Arcelor-Mittal qui doit intervenir le 4 avril, la CFDT demande l'organisation « de tables rondes sous l'arbitrage de l'État ». La CGT rappelle que c'est Nicolas Sarkozy qui, à Gandrange le 4 février dernier, a lancé l'idée d'un repreneur. La seule pression politique pourrait ne pas suffire. Le gouvernement devra certainement mettre la main à la poche.

MARIE-CAROLINE LOPEZ